

**LES ANTIFASCISTES
ITALIENS DANS LE VAR
ENTRE 1919 ET 1939***

par Bertrand BOVIO

*** Résumé d'un mémoire de maîtrise préparé sous la direction de M.
Schor et soutenu devant la Faculté des Lettres de Nice**

Les Italiens ont été pendant l'entre-deux-guerres très nombreux à se réfugier dans le sud-est de la France et donc dans le Var. Il m'a paru à ce propos intéressant d'évaluer le degré d'engagement politique de ces allogènes, au cours d'une période où les tensions de tous genres ne cessèrent de se succéder. Cette étude s'est avérée d'autant plus instructive que le Var avait été jusqu'alors dans ce domaine laissé quelque peu de côté, souvent au bénéfice des Alpes-Maritimes.

Pour ce faire j'ai utilisé certains ouvrages généraux qui m'ont permis de dégrossir le problème et de mieux cerner l'ensemble de la période, principalement en ce qui concerne les questions d'immigration. De plus, je me suis servi des sources contemporaines trouvées aux Archives nationales dans la série F7, à Rome à l'Archivio Centrale dello Stato au sein du Casellario Politico Centrale, où 30.000 dossiers individuels d'antifascistes transalpins réfugiés en France ont été soigneusement répertoriés. Les séries 4 M (Police politique) et 7 M (Sûreté générale) des Archives départementales du Var, m'ont été également d'une grande utilité. Si l'on ajoute à cela les témoignages de quelques émigrés italiens ayant vécu cette époque dans le Var, et les résultats du traitement informatique par l'Ecole française de Rome, des dossiers du C.P.C. ; on obtient un ensemble des données offrant la possibilité de mener à bien cette étude.

I - L'IMMIGRATION ENTRE LES DEUX GUERRES

A - DONNEES GENERALES SUR L'IMMIGRATION EN FRANCE

En ce qui concerne l'aspect juridique de l'immigration entre 1919 et 1939, on peut dire que la politique des différents gouvernements français vis-à-vis de l'arrivée répétée d'étrangers sur le territoire hexagonal, ne fut pas marquée par le sceau de la continuité.

Avant 1930 en effet, la passivité était de mise et les contraintes se rapportant à l'entrée d'émigrés en France n'étaient pas trop draconiennes. A partir de la décennie suivante, la crise économique internationale se faisant, au fil des mois, sentir de plus en plus durement, la législation sera dictée par des impératifs d'ordre économiques. Cette situation était d'autant plus inéluctable que de l'autre côté de la frontière, les autorités italiennes considérèrent alors le fait migratoire comme une perte des forces vives du pays.

De ce fait, la législation existant en France ne fut jamais totalement adaptée aux réalités quotidiennes. Les lois et décrets n'étaient que partiellement appliqués, ou ne répondaient pas exactement à la complexité du problème. L'administration chargée de la question des émigrés manquait par trop de moyens et d'agents capables de servir de relais entre l'Etat et la masse des allogènes, souvent démunis face aux exigences de la législation. L'immigration ne fut ainsi jamais considérée de manière prioritaire, tandis que les affaires concernant des allogènes ne cessaient de couvrir les "Unes" des journaux et d'alimenter les débats de la Chambre.

Au niveau économique et social, l'arrivée en nombre d'étrangers sur le marché du travail allait au fil du temps créer de nouvelles tensions, la crise exacerbant les rivalités. Les Italiens, pourtant bien considérés au regard de leur capacité de travail, n'étaient alors pas mieux lotis que leurs compagnons d'exil.

Le problème majeur soulevé par les allogènes était incontestablement lié à l'engagement politique de certains d'entre eux, dans le cadre de la société française. Une

grande partie avait en effet fui les dictatures européennes, afin de poursuivre leur tâche de propagandiste à l'intérieur des frontières nationales.

Cette situation était mal acceptée par des franges non négligeables de l'opinion publique et de la classe politique. Les partis de droite, et surtout d'extrême droite, étalaient ouvertement leurs craintes et leur colère, principalement à l'égard des communistes porteurs du "péril rouge". Le P.C.F. et la C.G.T.U. tentaient il est vrai d'amener ces nouveaux arrivants dans leur sphère d'influence, et se montraient d'acharnés propagandistes vis-à-vis des étrangers. Ces derniers n'ayant jamais été aussi nombreux, cette inquiétude pouvait se justifier.

En 1911, on dénombrait en France un peu plus d'un million d'étrangers, mais ce nombre allait rapidement croître.

Date	Population étrangère	Population totale	Rapport
1911	1.130.000	39.600.000	2,8
1921	1.550.000	39.200.000	3,9
1926	2.500.000	40.700.000	6,1
1931	2.890.000	41.600.000	7
1936	2.450.000	41.900.000	5,9

Ils étaient plus de deux millions au début des années 1920, représentant 6 à 7 % de la population hexagonale. On retrouvait ces immigrés dans la région parisienne, dans le nord, l'est, dans le bassin rhodanien et sur les bords de la Méditerranée. Les Italiens (750.000 individus en 1926), représentaient de loin le contingent le plus important, devant les Polonais et les Espagnols. Cette remarque nous amène à les examiner de plus près.

B - SPECIFICITE DE L'IMMIGRATION ITALIENNE

Les Italiens formèrent entre les deux guerres le groupe étranger le plus important avec environ 30 % du total des allogènes présents en France.

Date	Effectifs colonie italienne	Croissance annuelle	% de la pop. étrangère	% de la pop. totale
1921	451.000		29	1,15
1926	760.000	+ 61.000	30,4	1,87
1931	808.000	+ 9.600	27,9	1,98
1936	720.000	- 17.600	29,3	1,72

Dans le Var, les transalpins étaient également en position de force. Avec en moyenne 40.000 individus, ils formaient à peu près 85 % du contingent immigré du département, et 10% de la population totale (12,1 en 1921 et 9,1 en 1938), ce qui plaçait le Var parmi les tous premiers départements français dans ce domaine. Le Var malgré tout, n'atteignait pas le niveau des Alpes-Maritimes dont le nombre de transalpins oscilla au cours de la période entre 75.000 et 100.000.

Cinq communes varoises comptaient plus de 1000 Italiens en 1921 (Draguignan, la Londe, Hyères, la Seyne, Toulon) et quinze voyaient ce contingent représenter plus de 20 % de leur population totale. Pour trois d'entre elles ce chiffre dépassait même les 30 % (la Seyne, Gassin, la Londe). Les Italiens étaient majoritairement établis sur la frange littorale du département et dans les deux localités les plus importantes de l'arrière-pays : Brignoles et Draguignan. Toulon rassemblait 1/5 des Italiens du Var, ce qui en proportion était par exemple inférieur au cas de Nice. Malgré tout, les transalpins étaient relativement nombreux dans cette partie du Var, les communes voisines de Toulon groupant également une part considérable d'immigrés venus d'Italie. Ces individus étaient pour la plupart originaires du Piémont, zone longtemps sous influence française, ce qui rendait leur assimilation plus facile.

La majeure partie d'entre eux travaillait dans l'agriculture, dans le bâtiment, dans les mines (bauxite autour de Brignoles) ou dans l'artisanat. Ils représentaient 85 % des travailleurs recensés, devançant les Espagnols (6,2 %) et les Polonais (2,3 %). Ces chiffres prouvent de manière irréfutable le poids des Italiens dans l'économie varoise.

II - TYPOLOGIE DE L'IMMIGRATION POLITIQUE ITALIENNE

Entre les deux guerres, le phénomène migratoire inquiéta l'opinion publique française parce qu'un certain nombre de ces exilés étaient des réfugiés politiques notables venus trouver dans l'hexagone un terrain propice à la continuation de leurs activités. Il apparaît en fin de compte, au regard des chiffres, que seule une part minime des allogènes militait dans des partis ou des syndicats.

A - ETUDES STATISTIQUES

En ce qui concerne le Var, à partir des données recueillies, il a été possible d'effectuer une étude statistique, relative à la question. J'ai ainsi identifié et relevé 527 noms d'Italiens s'étant fait connaître dans le Var en tant qu'antifascistes, ce qui m'a semblé pouvoir être une base de travail suffisante.

Répartition des antifascistes italiens recensés

Socialistes	177	Adhérents L.I.D.U.	32
Anarchistes	137	Adhérents L.D.H.	1
Communistes	132	Adhérents U.P.I.	8
Républicains	3	Syndicalistes	6
Antifascistes indéterminés	47	Membres "G.L."	33
Enrolés Brigades Inter.	23		

La partie concernant les couleurs politiques de ces individus fait apparaître que 177 de ces personnes sont identifiées en tant que socialistes (35,3 % de l'ensemble), ce qui fait de ce mouvement la première force antifasciste du département. En seconde position se trouvent les anarchistes avec 137 cas (25,6 %), puis les communistes avec 132 sympathisants ou militants (24,7%). A ceci s'ajoutent 85 antifascistes n'appartenant pas aux groupes cités ci-dessus. Ces hommes, soit faisaient partie d'autres mouvements ou associations, soit ne militaient pas de manière concrète et précise. De plus, une partie de ces individus appartient simultanément à plusieurs groupes ce qui explique que les chiffres offerts auparavant dépassent le nombre de cas recensés. Il faut noter par ailleurs que trois républicains seulement ont été repérés, maigre résultat par rapport à l'influence du Parti Républicain Italien dans des régions voisines.

D'après l'ensemble des cas, on peut en outre mettre en place une carte de l'origine géographique des antifascistes italiens installés dans le Var, à partir des lieux de naissance découverts. Le nord de la péninsule est largement majoritaire (156 cas), devant le centre (124) et le sud (23). Au niveau des régions, la Toscane est représentée par 107 individus, suivie par la Ligurie (57) et le Piémont (48). Ce résultat est somme toute logique si l'on excepte le total relativement faible du Piémont. En ce qui concerne les provinces, quatre arrivent en tête de manière très nette. Il s'agit de la Spezia (30 cas), de Cuneo (29), de Florence (28) et de Pise (23). En y ajoutant Massa, Savone et Sienne, ces sept provinces totalisent 150 cas, soit près de 50 % des effectifs et ce, sur un ensemble de 95 provinces (dont 41 ne comptent aucun individu recensé). Cette localisation nous apporte déjà quelques résultats inattendus, comme par exemple la présence de la Spezia, certes arsenal maritime d'envergure, mais ville moins peuplée que Turin, Bologne ou Gênes entre autres. En affinant encore plus cette recherche, au niveau des communes de naissance, on obtient le tableau suivant :

- La Spezia (province de la Spezia)	: 12	individus recensés
- Sarzana (province de la Spezia)	: 8	"
- Carrara (province de Massa)	: 7	"
- Buti (province de Pise)	: 7	"
- Campi Bisenzio (province de Florence)	: 6	"
- Savone (province de Savone)	: 6	"

Ces six villes se trouvent en Toscane ou en Ligurie, et trois d'entre elles sont regroupées dans un rectangle de 25 kilomètres de long. Certaines n'étaient de plus que de simples bourgades comme Campi Bisenzio.

En tout état de cause, cette typologie de l'immigration politique italienne dans le Var se rapproche par de nombreux points de l'immigration transalpine en général. Néanmoins, les quelques différences qui apparaissent çà et là peuvent laisser croire à un exil spécifiquement politique et à une volonté de regroupement, dans le but de poursuivre une action devenue particulièrement dangereuse à l'intérieur de la péninsule.

Cherchons maintenant à mettre en évidence les points d'arrivée et surtout d'installation des antifascistes italiens dans le Var. Certains ne firent que passer, d'autres par contre se fixèrent définitivement. Parmi les individus dont j'ai pu obtenir la commune de résidence (448), la majeure partie d'entre eux avait trouvé refuge dans l'arrondissement de Toulon (67%), à l'intérieur de la ville et dans les cantons de la Seyne, Ollioules, la Valette et Hyères mais également à Brignoles, Draguignan, Fréjus. En fait, ils étaient nombreux près des côtes et dans les villes, c'est-à-dire dans les endroits où les Italiens aimaient à se regrouper.

La répartition par catégorie politique montre un relatif équilibre des forces en présence à Toulon, une large majorité anarchiste à la Seyne, communiste à Draguignan et socialiste à Brignoles (cf. cartes). L'arrière-pays par contre est pratiquement vierge d'antifascistes, certains cantons n'en comptant même aucun. Précisons à ce sujet que ceux qui bordaient le littoral groupaient 75 % des effectifs. Les Italiens politisés s'éparpillaient dans le département en fonction de l'étendue de leur influence politique. Les anarchistes étaient massivement concentrés dans la zone Toulon/la Seyne, tandis que les communistes et plus encore les socialistes se dispersaient sur presque toute la superficie du département, et ce de façon plus équilibrée. Le choix du lieu d'établissement se faisait principalement en fonction de critères économiques (présence d'un port, de chantiers navals à Toulon et la Seyne, de mines de bauxite dans les environs de Brignoles), mais aussi parfois de critères politiques.

Dans un autre domaine, en considérant tous les antifascistes dont l'activité professionnelle a été attestée, il apparaît que ces hommes exerçaient principalement dans le secteur secondaire (178 cas sur 308), nettement moins dans le tertiaire (71/308) et le primaire (59/308). La profession la plus répandue était celle de maçon (32 cas) devant celles de journalier, d'agriculteur et de manoeuvre. Ce résultat est tout à fait logique si l'on se reporte aux traditions professionnelles des Italiens dans le Var. En affinant cette étude on peut constater que les anarchistes étaient généralement commerçants ou artisans, les socialistes agriculteurs ou manoeuvres, les communistes ouvriers ou maçons.

Autre constatation : les antifascistes italiens du Var étaient des hommes jeunes. En moyenne, ils n'avaient que 26 ans en 1922, à l'avènement du fascisme. Les communistes étaient les moins âgés avec 23 ans (toujours en 1922), tandis que les anarchistes et les socialistes accusaient généralement 28 ans.

	ANARCHISTES	COMMUNISTES	SOCIALISTES	ANTI-FASCISTES
NOMBRE	111	122	103	68
Nés entre 1860 et 1870 %	1 0,9	1 0,8	3 2,9	
Nés entre 1870 et 1890 %	5 4,5	5 4,1	8 7,8	3 5,2
Nés entre 1880 et 1890 %	28 25,2	10 8,2	24 23,3	7 12,1
Nés entre 1890 et 1900 %	40 36	43 35,3	37 35,9	17 29,3
Nés entre 1900 et 1910 %	35 31,6	53 43,4	31 30,1	23 39,6
Nés entre 1910 et 1920 %	2 1,8	10 8,2	0	8 13,8

Le plus âgé des hommes dont j'ai réussi à retrouver la trace avait 58 ans lorsque Mussolini prit le pouvoir, ce qui prouve la jeunesse d'ensemble de ces antifascistes, que leur jeune âge rendait peut-être plus fougueux en ce qui concerne l'engagement politique.

B - STRUCTURES DES DIFFERENTES FAMILLES POLITIQUES

Les anarchistes italiens dans le Var, comme la plupart de leurs homologues du reste de la France, ne possédaient pas de hiérarchie établie. Ils étaient disséminés en petits groupes souvent cloisonnés, indépendants les uns des autres, sans organe directeur. Malgré leur nombre relativement important, leur influence était réduite, leurs possibilités d'action, de propagande ne pouvant se développer dans le secret qui entourait la majeure partie de ces groupements. Les réunions publiques étaient rares et le peu d'inquiétude qu'engendraient ces hommes parmi les autorités locales, semble vouloir prouver le peu de poids que possédaient les anarchistes italiens dans la vie politique varoise.

Pour ce qui est du Parti communiste, il est assez difficile de chiffrer précisément le nombre d'Italiens qui y appartenaient. Le P.C. était à l'époque une formation relativement marginale électoralement parlant, même si le Var allait devenir bientôt l'un de ses bastions. On peut penser que son audience au sein de la colonie était sans doute limitée, en dépit des efforts de propagande qu'il fournissait à l'égard des Italiens. La hiérarchie du Parti, bien connue (cellules, sections...) demeura floue en raison du peu d'ampleur de ses structures dans le département. Les communistes italiens pouvaient se partager entre le P.C.F. -dont les sous-sections en langue italienne attiraient les transalpins- et le P.C.I., plus discret encore que son homologue. Les communistes italiens vivaient en effet dans une semi clandestinité, de peur de se voir un jour expulsés, rendant les structures du Parti moins apparentes que celles du Parti socialiste par exemple.

Le P.S.I. dans le Var était relativement bien implanté. Le nombre de ses sections passa entre 1927 et 1929 de 2 à 17, multipliant le nombre d'inscrits par 2,6 (235 contre 90). Des difficultés allaient pourtant naître en 1930 suite au Congrès de Paris qui entérinait la séparation des deux ailes du Parti. Les ultra-maximalistes de Balabanoff se séparèrent des réformistes de Saragat qui formèrent alors la majorité aux côtés des ex-maximalistes d'Amedeo, le secrétaire fédéral. Le courant unitaire se réorganisa comptant quelques 31 sections dans les mois où suivirent la scission. Le P.S.I. était malgré tout parfaitement structuré. Il était divisé en sections à la tête desquelles se trouvaient secrétaires, vice-secrétaires et le cas échéant trésoriers. Un bulletin fédéral paraissait mensuellement, faisant apparaître les comptes de la fédération, excédentaires d'ailleurs. Des congrès se tenaient régulièrement, groupant la plupart des représentants du parti dans le département. En dépit de ses dissensions internes, le P.S.I. était un parti organisé. Entretenant des rapports dans l'ensemble corrects avec la S.F.I.O. de Jacques Toesca, les deux partis se réunirent à de nombreuses reprises, afin de s'entraider et de lutter plus efficacement. Mais malgré ses structures solides, le P.S.I. était affaibli par les divisions existant entre ses divers courants, lesquelles amenuisaient ses possibilités d'action.

"Giustizia et Liberté", groupement international antifasciste, comptait 800 abonnés à son journal, dont 12 dans le Var. Mais G.L. n'avait pas de hiérarchie déterminée et les quelques sympathisants qui souscrivaient aux thèses de son chef Carlo Rosselli le faisaient de manière fort discrète, surtout après l'assassinat de ce dernier en 1937. Le mouvement, malgré sa faible ampleur, constituait l'un des rouages de l'antifascisme dans le département.

Des ligues humanitaires existaient également : la Ligue des Droits de l'Homme et la Lega Italiana dei Diritti deirUomo se partageaient le terrain. Quelques Italiens militaient au sein de la ligue française (qui possédait une section italienne), mais la plupart d'entre eux se réunissaient dans le cadre de la fédération varoise de la LIDU, divisée elle-même en sections comme celles de Draguignan, Toulon, Brignoles, le Muy, Saint-Raphaël ou Hyères par exemple. Luigi Campolonghi lui-même fit plusieurs tournées dans le Var au cours desquelles il visita bon nombre de sections, participant parfois à des réunions de la L.D.H. Malgré cette vitalité, la LIDU ne pouvait revendiquer en 1936 que 272 cartes payées pour l'ensemble du Midi (dont 43 pour Toulon), peut-être en raison des inimitiés qu'elle suscitait chez les communistes notamment.

Le Parti Républicain italien quant à lui, était fort peu représenté dans le Var et ses actions étaient de fait limitées. Ce parti ne faisait que fort peu parler de lui, principalement à cause de la faiblesse de ses cadres.

En 1936, se créa l'Unione Popolare Italiana qui regroupait une partie des socialistes italiens voulant accroître et améliorer l'action du Front Populaire français. Mais ce groupement, au lieu d'intensifier la lutte anti-fasciste dans le département, allait en fait l'affaiblir, en raison des jalousies qu'il éveillait chez la LIDU, le PSI, le PR1 et GL, qui accusaient l'UPI d'être un jouet aux mains des communistes.

Les antifascistes italiens militèrent également au sein de syndicats ou de groupes divers, à l'existence soit éphémère soit très localisée. En fait, leurs membres transalpins adhéraient déjà par ailleurs à d'autres partis ou organisations opposées au régime mussolinien. Tous ces groupements n'avaient pas les mêmes structures ni la même influence, mais tous contribuèrent à des degrés divers à faire vivre l'antifascisme italien, faisant ainsi participer ces hommes à la vie politique du département.

Ainsi certains d'entre eux se rendirent célèbres comme Giuseppe Saragat -futur président de la République, entre 1964 et 1971 et exilé socialiste à la Seyne à partir de 1936- ou Giulio Cerretti qui anima à Toulon un groupe communiste de langue italienne. Notons également Filippo Amedeo, président de la Fédération socialiste du Sud-Est. D'autres exilés italiens jouèrent aussi un rôle dans la vie politique locale, mais sans connaître le même prestige en dehors des limites du département.

III - ACTIVITES DES ANTIFASCISTES ITALIENS

A - LES DIFFERENTS TYPES D'ACTIVITE

Les réunions, meetings et conférences furent parmi les nombreux moyens d'action dont disposaient les antifascistes italiens, ceux qu'ils utilisèrent le plus volontiers. Les réunions étaient parfois clandestines, ne groupant que peu de participants, comme ce fut souvent le cas chez les anarchistes qui plus que quiconque craignaient de se faire trop remarquer. Parfois ces réunions se transformaient en meetings publics où plusieurs orateurs officiaient devant un public plus ou moins nombreux. Dans d'autres cas, il s'agissait de conférences où un personnage déterminé venait faire un discours sur un thème précis, le plus souvent en italien. Toutes ces formes de propagande étaient mises en oeuvre pour attirer les transalpins de sentiment antifasciste à militer plus activement dans les rangs de tel ou tel parti, ou pour organiser les types d'action d'un mouvement ou d'une association politique. Mais le

statut de réfugié, d'exilé obligeait ces individus à une certaine réserve, afin de ne pas encourir les foudres de l'administration.

Manifestations et grèves faisaient également partie de l'arsenal politique des antifascistes italiens. Mais les rassemblements de rues qui nécessitaient une importante capacité d'organisation n'étaient pratiquement jamais le fait de groupements antifascistes italiens seuls. La peur de l'expulsion qui imposait à ces hommes la discrétion ne pouvait aller de pair avec des revendications ou des slogans exposés de vive voix au cours de manifestations surveillées par la police. Ceci obligeait les transalpins à se rapprocher de leurs homologues français, plus aptes à diriger ce genre de rassemblement. Les grèves étaient de la même manière un moyen intéressant de lutte mais souvent trop risqué, car pouvant déboucher sur un licenciement. Or, cette crainte était très développée chez les Italiens qui la plupart du temps s'accrochaient à leur emploi, ne possédant pas un niveau de vie élevé. La participation à de telles formes de conflits sociaux ou politiques n'étaient par conséquent qu'individuelle, ce type d'action étant un véritable défi lancé aux autorités françaises et aux forces de l'ordre.

La distribution de tracts ou la pose d'affiches représentaient des tâches aisées à exercer, mais qui n'étaient pas sans risque. En effet, la majeure partie de ces documents était imprimée de manière clandestine, ne recevant pas l'aval des autorités compétentes. De ce fait, ces activités devaient se faire de façon aussi discrète que possible. La plupart du temps de telles brochures invitaient à participer à des réunions, à des manifestations ou villipendaient tout simplement le régime fasciste. Il n'était donc pas rare de voir la police effectuer des saisies, ou lacérer des affiches déjà collées. En dépit de cela, le fait de mettre en place ce genre de propagande dans la rue, lieu habituel de passage de l'ensemble de la population, était un moyen efficace de diffusion des idées.

L'utilisation des modes de communication modernes telle la presse ne semble pas avoir été particulièrement développée chez les antifascistes italiens du Var. Quelques-uns parmi eux prenaient la parole dans des organes de presse régionaux, mais ceci de manière très ponctuelle et peu fréquente. Parfois ils possédaient leur propre moyen de diffusion comme le bulletin mensuel de la "Fédération socialiste du Sud-Est et du Centre de la France - Ugo Coccia", qui paraissait dans le Var, ou de petites publications souvent anarchisantes, à l'existence éphémère. En tout état de cause, la presse spécifiquement italienne était à peu près inexistante dans le département. Certains journaux à grand tirage de la région ouvraient leurs colonnes à des antifascistes transalpins connus. C'était presque tout et c'était peu. Mais les moyens de propagande plus simples ne manquaient pas.

Les actions contre les fascistes représentaient une part importante des objectifs avoués des opposants au régime mussolinien installés dans la région. De ce fait quelques incidents et échauffourés se déroulèrent au cours de la période, sans atteindre le plus souvent un caractère de gravité important. Le seul événement notable fut en août 1928 à Saint-Raphaël la blessure par balle du marquis de Muro, agent consulaire italien. Précisons également que les fascistes ne faisaient rien pour freiner ces excès, le Consulat d'Italie étant devenu un véritable foyer de propagande et de surveillance, ce qui ne pouvait qu'accentuer le mécontentement d'une grande partie de la colonie italienne. Des moments de tension se produisirent lors des déplacements du consul à l'intérieur du département, ou lors de célébrations de fêtes fascistes organisées avec pompe et faste. Des incidents, la plupart du temps mineurs, eurent lieu, se résumant à quelques empoignades, à des provocations diverses, ou parfois à des échanges de coups. Malgré tout, les relations entre fascistes et antifascistes furent plutôt calmes car les deux parties ne représentaient pas la majorité du contingent italien qui, lui, souhaitait la discrétion.

Les tensions étaient pourtant grandes, mais les membres des deux factions devaient éviter de se faire remarquer, étroitement surveillés qu'ils étaient par la police et les autorités préfectorales.

B - SURVEILLANCE ET REPRESSION

De la part des autorités italiennes, la surveillance fut très soutenue, comme le prouvent les 30.000 dossiers individuels du CPC, relatifs aux antifascistes venus en France. La plupart des renseignements qui y figurent provenaient des consulats, notamment de celui de Toulon, fort efficace à ce propos. Le consul était à la fois un agent diplomatique traditionnel et un informateur zélé, chargé de surveiller tous les transalpins du département et de transmettre les informations les concernant. Il n'est d'ailleurs pas rare de retrouver des lettres adressées au Préfet demandant explicitement des renseignements d'ordre politique relatifs à tel ou tel sujet italien immigré dans le Var. Cette tâche était menée avec une telle efficacité que les services consulaires de Marseille purent établir en 1933 un tableau complet des effectifs antifascistes italiens de toute la région. Tous les mouvements partis de gauche étaient sous étroite surveillance, un bulletin de recherches (qui décrivait avec précision tous les individus recherchés) paraissait même en Italie. Fort heureusement, de par leur fonction consulaire, les agents du fascisme ne pouvaient outrepasser certaines limites, sous peine de créer de possibles incidents diplomatiques.

En ce qui concerne les autorités françaises, les ministres de l'Intérieur qui se succédèrent ne cessèrent -même sous le Front Populaire- de faire surveiller les agissements politiques des étrangers, plus particulièrement des Italiens qui formaient le contingent le plus important. Les Préfets devaient dans leurs départements respectifs rassembler le maximum d'informations à leur sujet et les transmettre aux autorités supérieures. Dans le Var, les fascistes, tout comme leurs opposants, subissaient une surveillance drastique. Des enquêtes individuelles étaient menées concernant des suspects pouvant aboutir à des expulsions. Tout ce qui concernait les antifascistes (réunions, conférences, déplacements...) était scrupuleusement relevé. Leurs idées parfois révolutionnaires inquiétaient les autorités locales qui n'hésitaient pas à faire part de celles-ci aux ministères intéressés, sans que toutes ces dispositions soient pour autant totalement efficaces. La surveillance française semblait à ce propos moins draconienne que celle des Italiens, car s'effectuant de manière préventive, au coup par coup, dans le but d'éviter tout trouble de l'ordre public, et tout hypothétique danger. Malgré tout, les dispositifs mis en place nous montrent à cet égard la crainte qu'éveillaient les immigrés italiens et principalement les agitateurs politiques -autorités républicaines françaises et fascistes italiennes se rejoignant tout à fait sur ce plan.

C - ROLES DANS LA VIE POLITIQUE VAROISE

Dans le paysage politique italien du Var entre les deux guerres, seuls le PSI et la LIDU permirent aux transalpins d'occuper des fonctions de commandement et de décision. Les autres, anarchistes ou communistes appartenaient à des organisations trop peu structurées ou menées quasi exclusivement par des Français. Certains pourtant réussirent, une fois naturalisés, à s'intégrer à des partis politiques et à des syndicats hexagonaux. Quelques-uns parmi eux devinrent conseillers municipaux, secrétaires syndicaux... L'exemple le plus notable fut celui de Prosper Ferrero, maire de Toulon, conseiller général jusqu'en 1927 et député du Var pendant douze ans. Cette insertion dans le monde politique varois est une preuve supplémentaire du degré d'intégration qu'atteignit la colonie italienne dans la région. D'autres par contre préférèrent conserver leurs fonctions dans les rangs d'organisations

spécifiquement italiennes, comme F. Amadeo déjà cité ou Bruno Bassano (président de la section de Toulon du PSI, membre de la LIDU). Les antifascistes italiens surent en fait créer les fondations indispensables à leur survie politique mais aussi s'intégrer parmi leurs homologues français du département.

Dans le domaine des rapports entre antifascistes italiens et français, la collaboration entre les deux groupes se devait d'être effective car elle profitait à chacun. Le P.C. fut à ce sujet un précurseur, voulant embrigader la majeure partie des étrangers de gauche pour augmenter son influence. Ainsi en 1925, 13 % de ses adhérents étaient de nationalité italienne. Mais bien souvent, les communistes italiens dépendaient par trop de l'appareil du parti et de leurs camarades français pour faire entendre leurs voix. D'une manière similaire, des liens existaient entre la SFIO et le PSI. De nombreuses réunions communes se déroulèrent sans qu'il apparaisse un tel rapport de dépendance. Une situation identique se retrouva entre membres de la LIDU et de la LDH. Mais toutes ces heureuses relations n'excluaient pas les dissensions dues à des divergences de point de vue, dictées par des différences d'interprétation de problèmes politiques locaux ou nationaux. La solidarité de façade n'était pas toujours vraiment réelle, et les divisions qui en découlaient n'aidaient pas loin s'en faut le mouvement antifasciste varois qui avant tout avait besoin d'unité.

Le mal principal des groupements d'opposants au fascisme dans le Var eut pour origine les profondes divergences qui se formèrent au sein des divers partis et organisations. L'UPI par exemple, à partir de 1937, fut violemment attaquée par le PSI, le PRI, la LIDU et GL. Les communistes de leur côté restaient en marge, s'opposant souvent aux socialistes. Cette division qui existait en France se retrouvait également entre les deux partis italiens, PCI et PSI. La LIDU, elle, voulait rester au maximum indépendante et ne pas passer sous la coupe d'un parti quel qu'il soit. N'oublions pas dans ce registre la profonde cassure qui intervint dans les rangs du PSI en 1930, provoquant le départ des maximalistes qui militèrent alors à part. Les anarchistes eux étaient trop différents pour parvenir à créer des liens tangibles et concrets avec leurs partenaires antifascistes. De plus, il existait un grand nombre d'associations, de mouvements divers qui par leur seul nombre ne pouvaient qu'affaiblir l'homogénéité de l'antifascisme italien. Ces innombrables morcellements s'avérèrent désastreux. Les opposants transalpins au régime de Mussolini ne purent jamais se présenter au combat en ordre rangé, ce qui assurément nuisit aux effets de leurs actions et de leurs objectifs prioritaires. Les différentes tendances de l'antifascisme italien dans le Var constituèrent bien trop souvent un imbroglio inextricable servant par là même les intérêts de leurs ennemis, et plus particulièrement du pire d'entre eux : le fascisme.

Etudier l'antifascisme italien dans le Var n'est pas une tâche facile. D'un côté se trouvait un nombre d'activistes politiques qu'il est malaisé d'évaluer avec précision, mais qui constituait probablement une part minime de l'ensemble de la colonie transalpine. De l'autre côté, la majorité des Italiens du Var, non sans avoir leurs propres opinions, restait neutre. La peur de perdre un emploi, d'être expulsé, de voir l'existence d'une famille menacée, expliquaient largement un tel comportement.

Malgré tout, on peut sans risque d'erreur avancer que le Var était, dans le domaine de l'antifascisme, un département prépondérant de par la célébrité de certains exilés qui vinrent s'y réfugier (Saragat), de par la quantité d'Italiens qui y vivaient et de par la vitalité politique ancestrale de ce coin de France.

Le bilan à établir à ce sujet ne peut être considéré comme immuable, car il concerne des éléments mouvants. La période prise en compte, qui s'étale sur près de vingt ans, l'hétérogénéité et l'étendue du territoire (environ 6000 km²), l'importance et la diversité du peuplement transalpin ne permettent pas d'aboutir à la mise en évidence d'un portrait-robot de l'antifasciste type. La seule conclusion évidente est que cet homme était jeune et qu'il possédait peu de qualifications professionnelles. En ce qui concerne l'intensité de l'engagement politique, il n'est pas possible de trancher catégoriquement. Il existait dans le Var un certain nombre d'individus ayant une responsabilité locale -voire nationale mais la majorité était formée de simples militants dont l'activité se bornait à assister à quelques réunions.

D'un autre côté, toutes les conclusions divergeant des données générales relatives aux émigrés italiens apparaissent -de par leur originalité- comme instructives. L'importance du mouvement anarchiste, son installation quasi exclusive à la Seyne, la provenance importante d'individus venus de la Spezia, Sarzana et Carrara, peuvent alors sembler propres aux antifascistes.

Le problème de l'immigration politique ne laissa jamais indifférent les contemporains de cette période et peut même de nos jours susciter des points de comparaison utiles lorsque l'on se réfère aux questions que soulève toujours de nos jours cet épineux débat.

CARTE DE LA REPARTITION DES ANARCHISTES ITALIENS PAR CANTON



ITALIENS (ANARCHISTES)



CARTE DE LA REPARTITION DES COMMUNISTES ITALIENS PAR CANTON



CARTE DE LA REPARTITION DES SOCIALISTES ITALIENS PAR CANTON

